

Brochure n° 3307

Convention collective nationale

IDCC : 2264. – **HOSPITALISATION PRIVÉE**

AVENANT DU 24 AVRIL 2009
PORTANT MODIFICATION D'ARTICLES

NOR : ASET0950602M

IDCC : 2264

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de modifier tant la convention collective du 18 avril 2008 que de l'annexe du 10 décembre 2002 (articles *bis*) pour tenir compte des évolutions de la réglementation relative aux exonérations de charges sociales des contributions de l'employeur au financement des prestations complémentaires de prévoyance, notamment sur les limites d'âge.

Article 1^{er}

Incapacité temporaire totale de travail
Maladie de longue durée

L'avant-dernier alinéa des articles 84.1 et 84.1 *bis* est modifié et rédigé comme suit :

« Des indemnités journalières complémentaires sont versées au bénéficiaire tant qu'il est indemnisé par la sécurité sociale. »

Article 2

Rente invalidité

Dans le premier alinéa de l'article 84.2, les mots « âgé de moins de 60 ans » sont supprimés.

Le dernier alinéa de l'article 84.2 est modifié et rédigé comme suit :

« La rente complémentaire est versée jusqu'à la liquidation de la pension vieillesse. »

Article 3

Décès. – Rente éducation

Le premier alinéa de l'article 84.3 est modifié et rédigé comme suit :

« En cas de décès d'un salarié ou en cas d'invalidité absolue et définitive (IAD) entraînant la reconnaissance par la sécurité sociale d'une invalidité de 3^e catégorie, l'organisme de prévoyance versera aux ayants droit (ou à l'assuré lui-même en cas d'IAD) en fonction de leur choix après la survenue de sinistres. »

Le premier alinéa de l'article 84.3 *bis* est modifié et rédigé comme suit :

« En cas de décès d'un salarié ou en cas d'invalidité absolue et définitive (IAD) entraînant la reconnaissance par la sécurité sociale d'une invalidité de 3^e catégorie, l'organisme de prévoyance versera aux ayants droit (ou à l'assuré lui-même en cas d'IAD) » (la suite sans modification).

Article 4

Changement d'organisme assureur

Il est créé un article 84.5 intitulé « Changement d'organisme assureur ».

« En cas de changement d'organisme assureur, les rentes en cours de service au titre des garanties décès, incapacité de travail et invalidité seront revalorisées par le nouvel organisme.

Le décès, pour les bénéficiaires de rentes d'incapacité de travail et d'invalidité, continue d'être garanti par l'organisme assureur quitté, conformément à l'article 7.1 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989. »

Article 5

Date d'effet

Le présent accord s'appliquera au premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension.

Article 6

Extension. – Dépôt

L'extension du présent avenant sera demandée par la partie la plus diligente.

Celui-ci sera déposé en 2 exemplaires auprès de la direction générale du travail, une version signée du présent accord sur support papier et une version sur support électronique.

Le présent accord est fait en nombre suffisant pour remise à chacun des signataires.

Fait à Paris, le 24 avril 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération de l'hospitalisation privée (FHP) ;

Syndicat national des établissements et résidences privés pour personnes âgées (SYNERPA).

Syndicats de salariés :

Fédération santé sociaux CFTC ;

Fédération des services de santé et des services de santé sociaux
CFDT ;

Fédération française de la santé et de la médecine et de l'action
sociale CFE-CGC ;

Fédération des personnels des services publics et de santé FO.